3.1 - Révéler autrement la citoyenneté, et la capacitation citoyenne...

Des habitants au coeur de l'action...

- Séminaire Sociétés en Transitions et Risques sociaux des 3 et 4 novembre 2010 à Lille
- Groupe Territorial Nord-Pas-de-Calais n°1 du 3 mai 2011 au Conseil Régional à Lille
- Séminaire Trajectoires DD des 1 et 2 février 2012 à Roubaix

3.1.1- Des repères et des références



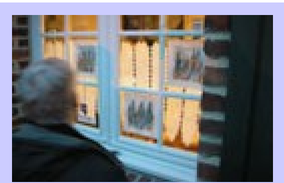
1- Focus processus - **Stratégie à haute qualité démocratique en région** Nord-Pas de Calais



2 - Focus processus - **Conférence citoyenne, mode d'emploi en région** Nord-Pas de Calais



3 - Focus projet - **Le forum permanent de l'insertion de Lille**



4- Focus projet - **« Des fenêtres qui parlent » en métropole lilloise**



5- Focus projet - **« Des espaces qui parlent », nouveau laboratoire de la métropole**



6- Focus processus - **Les ambassadeurs du développement durable en Nord-Pas de Calais**



1- Focus processus - Stratégie à haute qualité démocratique en région

D'un état des lieux prospectif ...

Des pratiques multiples:

La Région Nord-Pas de Calais s'est engagée de longue date et de façon significative dans des pratiques participatives avec une démarche pragmatique. L'état des lieux réalisé en 2008 présente un recueil de pratiques déclarées et le parti pris de ne pas définir à priori la démocratie participative.

La typologie des pratiques correspond à une pluralité des cultures de la participation et à différentes figures du participant:

- **l'usager** et la culture du management des services publics (cf comités de lignes...)
pour améliorer la qualité du service public, en faisant appel à l'expertise d'usage.
- **l'habitant** et la culture de la politique de la ville,
pour conforter les capacités des « maîtres des lieux » et consolider le lien social.
- **le citoyen** et la culture du débat public prospectif .(cf assises régionales/ emploi/ culture/ ...)
pour mobiliser et dialoguer avec la société civile organisée.

Des outils inventifs:

La politique régionale expérimente **des outils diversifiés** : conférence citoyenne, budget participatif des lycées, fonds dédiés, instance de débat public,....

- la conférence citoyenne
Le principe est simple : poser une question, mobiliser un panel de citoyens, leur donner une formation (2 à 3 week-ends), les inviter à débattre avec des experts puis à produire un avis collectif, en faire une lecture publique pour un devoir de suites pour la collectivité...
Plusieurs conférences citoyennes ont été initiées : « Nouveaux indicateurs de richesse » en 2009, « Vivre la culture dans notre région " en 2010, dans le cadre de Béthune 2011, Capitale régionale de la Culture...
- le budget participatif des lycées
Il vise à mobiliser la communauté éducative pour débattre de projets à mettre en place.
La méthode mise en œuvre sur cinq lycées s'organise en 3 temps:
. un « brainstorming » pour évoquer et préciser le projet, suivi d'un travail technique et un chiffrage du Conseil Régional,
. une réunion publique, où les projets chiffrés sont mis en débat, et proposés au vote,
. la présentation des projets retenus dans une enveloppe constante par lycée (100 000€)
Un projet d'amélioration du cadre de vie permet à des parents, à des représentants de la communauté éducative et à des élus d'échanger ensemble de projets collectifs.
- les fonds dédiés
Ils sont proposés pour accompagner le projet d'une personne ou d'une association (sports / culture...)

...A la co-construction d'une stratégie à « haute qualité démocratique »



Riche de ces expériences et pour être une institution plus proche du citoyen, la Région Nord-Pas de Calais souhaite fin 2010, déployer une politique régionale de démocratie participative partagée et renforcée, Elle se précise à partir des objectifs et du cadrage général esquissé par les élus régionaux :
- faire preuve d'exemplarité, en améliorant la transparence des politiques régionales et en renforçant leur caractère participatif,
- encourager les processus participatifs, en posant « la démocratie participative » comme critère des aides régionales, dans le cadre de la DD-conditionnalité,
- accompagner les initiatives et capitaliser les expériences par la mise en place d'une plate-forme d'appui et de ressources,
- favoriser l'intelligence collective par la création d'une instance régionale de débat public indépendante …

A partir d'un appel à contributions initié en octobre 2010, la Région Nord-Pas de Calais invite les acteurs régionaux à la «**coproduction de la politique régionale de démocratie participative** ».
La méthode mise en œuvre s'appuie sur sept ateliers participatifs dans sept villes entre mars et avril 2011 et supports du forum régional mi-mai, au fort de Mons-en-Baroeul.
Sur la question de la démocratie participative, les participants relèvent un territoire déjà participatif (maillage associatif, tradition d'action collective et bénévole et collectivités volontaires...), repèrent quelques limites (méconnaissance des initiatives, mobilisation difficile de certaines catégories de population,...) et pointent un manque de lisibilité de l'institution et une frilosité d'élus par rapport à la participation...
Les objectifs initiaux (exemplarité, conditionnalité des aides régionales, appui aux acteurs, débat public favorisé) sont confortés et complétés par une cinquantaine de propositions puis croisées avec des dispositifs participatifs régionaux existants, pour conduire à l'élaboration de la stratégie .

*«**On ne peut se passer d'un renouveau démocratique de la relation élu-citoyen, cette question est à l'agenda du 21 ème siècle**...*

.

*Il est essentiel et **urgent de renforcer le lien entre les citoyens, la société civile organisée et l'action publique**. Remettre à l'honneur le fait politique au sens de l'engagement au service de la cité, c'est recréer ou renforcer l'envie de l'échange, du débat public, de l'élaboration collective et **appeler au rendez-vous des possibles la créativité individuelle et collective**. …*
La participation, c'est un investissement en intelligence collective. Elle nécessite des moyens, des méthodes, du temps, une clarté des règles du jeu. Ses bénéfices sont multiples et participent des biens communs immatériels: se sentir reconnu, être utile à l'intérêt général, participer d'une communauté, se sentir capable de, être porteur d'initiatives .On ne peut plus agir dans un monde complexe, sans la participation. »

***Myriam Cau**, Vice -Présidente au Développement durable, à la Démocratie participative et à l'évaluation*

Trois conditions de réussite sont mis en avant:

- un changement de culture
Il appelle l'évolution du rôle et de la posture des acteurs-ressources:
.des élus, davantage animateurs et facilitateurs dans la conduite des politiques publiques,
.des professionnels, pivots entre élus et citoyens, à la fois experts et pédagogues,
.des citoyens, mieux mobilisés par des enjeux au cœur de dynamiques de participation et par les suites données aux processus...

- une meilleure articulation de la démocratie représentative et participative, avec:
.l'implication du citoyen à chaque étape du processus,
(de la problématisation et du diagnostic, à la capitalisation et à l'évaluation...)
.l'expression de la parole de groupes marginalisés (université populaire, A TD Quart-Monde...)
.la qualification des acteurs et la mobilisation des savoirs d'usage...

- une clarification des règles du jeu et des moyens affectés, avec:
.la charte régionale pour une haute qualité démocratique...

Une politique régionale de démocratie participative renouvelée



Les temps de rencontres et de contributions permettent de construire une politique régionale de démocratie participative renouvelée adoptée le 14 novembre 2011 par la Commission permanente du Conseil régional. autour de trois enjeux:

- l'enjeu institutionnel
La démocratie participative est le moyen d'améliorer l'efficacité et la pertinence de l'action publique. Une collectivité « à haute qualité démocratique » s'engage à mobiliser quatre leviers d'action :

. co-construire et garantir les règles du jeu d'une démocratie participative,

- Une charte de la démocratie participative, cadre de référence mobilisateur, clarifie les règles et invite à s'accorder sur une définition partagée de la démocratie participative et précise les engagements de l'institution et des réseaux d'acteurs.
- Par ailleurs, la création d'une instance régionale du débat public garantit une organisation optimale de la controverse et l'expression de l'ensemble des divergences et convergences.

. questionner chaque politique publique à l'aune de la participation,

Plusieurs moyens sont visés:
- une incitation à la participation par la conditionnalité des aides régionales,
- l'évolution de la conduite des politiques régionales (recours à l'expertise d'usage, aux évaluations participatives, mode de gouvernance élargie et meilleure lisibilité de l'institution...)

. accompagner la diffusion des pratiques participatives en interne de l'institution,

La formation des agents des élus et la mise en place d'un portail « démocratie participative » comme outil de dialogue entre acteurs et avec l'institution contribuent au fonctionnement plus transversal de l'institution:

. améliorer le rapport de l'institution aux usagers et aux citoyens.

Une fonction nouvelle de médiation offre une capacité d'écoute supplémentaire.

- l'enjeu territorial
La diffusion des pratiques participatives sur le territoire contribue à la dynamique d'animation régionale.
La collaboration avec les collectivités infra régionales s'appuie sur deux leviers d'action :

. faciliter l'ancrage des modes participatifs dans les territoires,

Établir avec les collectivités locales des modes de gouvernance communs, jouer de la conditionnalité des aides, conforter les démarches par un appui méthodologique, soutenir les conseils de développement, sont autant de moyens d'inciter et de faire levier...

. faciliter l'accès des territoires à l'instance du débat public.

Les acteurs ayant légitimité à initier un débat et en assurer des suites ont accès à l'instance régionale de débat public.

- l'enjeu civique
Pour conforter la capacité des habitants à prendre part à la vie publique, deux leviers d'action sont mobilisés:

. soutenir les relais d'une citoyenneté active,

Un chantier sur le renouveau de l'éducation populaire se met en place en 2012.
Parallèlement, la plate-forme de ressources et d'appui permet l'animation du travail en réseau des acteurs et le soutien aux démarches de qualification des habitants.

. lutter contre la fracture sociale pour lutter contre la fracture civique.

Il s'agit de soutenir la participation d'habitants à des projets relevant de l'économie sociale et solidaire, de développer des capacités citoyennes en levant des freins matériels à la participation (conditions de mobilité, de gardes d'enfants, d'accessibilité aux outils de communication internet, de « temporalités» de la participation, et en mobilisant des dispositifs existants (fonds d'initiatives des territoires, appel à projets éco -citoyenneté,...)

Des modes collectifs de production du bien commun enrichis

Les enjeux sont assortis de leviers d'actions à activer au sein de chaque délégation politique pour une organisation plus transversale: acculturation (apprentissage collectif), capitalisation des expérimentations (observatoire des pratiques participatives), transversalité dans les méthodes de travail (politique et technique), exemplarité, radicalité (oser mettre en débat des enjeux forts).

Le programme d'actions conforte les outils qui ont fait leurs preuves et propose de nouveaux chantiers.
- le développement de fonds participatifs dédiés
Il permet un accès facilité aux mécanismes de financements en particulier pour des associations.
La région qui dispose déjà d'une bonne expérience en la matière, souhaite promouvoir la mise en place de ce type d'outils dans ses politiques thématiques (culture, sport, environnement...)
Elle précise les critères à prendre à compte (l'encouragement de l'initiative, la délibération collective, la plus-value sociale, l'acquisition de capacités citoyennes, et le rapprochement entre la politique concernée et les citoyens.) et rappelle les conditions indispensables (la montée en qualité progressive des acteurs impliqués et des projets, la souplesse et la rapidité dans l'examen des projets et l'attribution des fonds....)
- la création d'une instance régionale du débat public
Pour donner la parole aux citoyens et rendre l'action publique plus efficace, l'instance doit garantir la neutralité de l'organisation des débats, veiller à l'expression de l'ensemble des diversités mais aussi apporter une aide méthodologique à différents acteurs (commune, association..). Le débat situé en amont fait l'objet d'une suite envers l'ensemble des parties prenantes
- les outils numériques au service de la démocratie participative
Un dispositif de soutien en matière de Technologies de l'Information et de la Communication peut être envisagé comme le volet numérique de la plate-forme régionale d'appui méthodologique aux projets participatifs.(aide à la définition ou en réalisation)
- une charte régionale pour une haute qualité démocratique
Ce cadre de référence mobilisateur a pour objet de s'accorder sur une définition partagée de la démocratie participative et de définir les engagements de chacun: institution et acteurs
Il vise à mette en exergue la complémentarité des légitimités propres à la démocratie représentative et participative.
- le développement de l'open data
Ouvrir ses données publiques est un projet stratégique qui facilite l'appropriation par les citoyens, permet une réutilisation pour créer de nouvelles richesses.
- l'installation de comités consultatifs dans les grands équipements régionaux
(Illustrations: vélodrome de Roubaix, Louvre- Lens....)
- la création d'une conditionnalité des aides régionales (démo conditionnalité)
Il s'agit à la fois de favoriser la contribution des citoyens aux différentes phases du cycle de vie d'une politique publique, de promouvoir l'intégration de la place des usagers dans les services publics, mais aussi de contribuer à l'éducation à l'éco citoyenneté, et ainsi d'engendrer l'amélioration continue des outils et des méthodes...Les pistes de progrès seront définies an lien avec les parties prenantes.
- . la prise en compte de la participation dans l'évaluation des politiques publiques
Les parties prenantes des politiques publiques, les usagers-bénéficiaires et les citoyens de la région, sont les trois niveaux à articuler pour l'évaluation, la diffusion des résultats et le débat qui s'en suit.

« Quelques convictions fortes ressortent des pratiques en Nord-Pas de Calais et peuvent fonder une approche commune de la démocratie participative:[1]

- La démocratie participative est autant une question de participation à la définition des politiques publiques qu'une manière d'inventer des modes collectifs de production du bien commun,
- Ce qui est en jeu est la capacité de tricoter du « vivre-ensemble » dans des sociétés qui tendent à séparer les uns avec les autres,
Pour cela la démocratie participative doit prendre en compte une pluralité d'enjeux qui évitent de se focaliser sur la question de la décision:
- impliquer toutes les catégories sociales en évitant l'enfermement dans des logiques de publics,
- mobiliser conjointement toutes les parties prenantes, en créant un continuum entre ce qui relève de la démocratie représentative politique de la démocratie sociale de la participation citoyenne,
- articuler les logiques ascendantes et descendantes,
- mobiliser et valoriser les savoirs d'usage, développer la capacitation citoyenne »

1 Projet de rapport d'orientation en Nord-Pas de Calais-Annexe



2 - Focus processus - Conférence citoyenne, mode d'emploi en région

Conférence de citoyens, conférence de consensus ?

« Conçue et utilisée au Danemark depuis 1987 sous forme de conférence de consensus, la conférence de citoyens est une forme de participation citoyenne, dont l'objectif est de permettre à un panel de citoyens profanes de dialoguer avec des experts et de s'exprimer sur des problématiques scientifiques et technologiques pour lesquelles il existe d'importantes incertitudes et divergences d'opinion.
A la différence de la conférence de consensus telle qu'elle se pratique au Danemark, la conférence de citoyens à la française n'a pas pour but la recherche systématique d'un consensus entre tous les membres du panel des citoyens, mais laisse la possibilité d'émettre des opinions divergentes. »
http://www.debatpublic.fr/notions_generales/autres_experiences.html

Les pays du Nord de l'Europe ont expérimenté avant nous les difficultés et les pièges classiques des dispositifs participatifs : sur-représentation des porteurs d'enjeux et les lobbies, confiscation des débats par les associations dynamiques, difficultés à toucher le citoyen de base qui reste indifférent ou qui ne se sent pas capable d'intervenir dans les débats de société. La conférence citoyenne a été mise au point dans les années 80 pour pallier ces difficultés et résoudre ces contradictions.

La conférence citoyenne est un outil de démocratie participative mis au point dans les pays du nord de l'Europe, encore trop peu utilisée en France .
Elle permet de confronter le point de vue des « experts » avec les questions que se posent des citoyens «lambda», auxquels l'on donne les moyens d'avoir un avis sur une question ou un problème de société sur lequel une autorité publique souhaite recueillir l'opinion des citoyens, voire connaître leur jugement.
Les différentes expériences initiées en Nord-Pas de calais ont démontré qu'un groupe de citoyens, non au fait d'une politique, pour peu qu'on lui donne les moyens de s'informer et le temps de débattre, peut donner un avis tout à fait pertinent sur une politique publique.

Une question de méthodes

- Quel panel de citoyens?

Le panel n'est pas représentatif de la population régionale, ce qui serait impossible à obtenir sur un groupe d'une quinzaine de personnes, mais il doit être diversifié (sexes, âge, CSP, commune de résidence, notamment), et ses membres doivent satisfaire quelques critères simples :
- ce sont des citoyens « profanes » : ils ne sont ni spécialistes du sujet de la conférence ni membres d'un groupement, association, syndicat, parti politique ou lobby partie prenante du débat...
- ils sont volontaires et intéressés à la fois par la démarche participative que représente la conférence citoyenne et par le sujet traité.
La participation au panel suppose un engagement relativement important des citoyens : séances de formation d'une journée en week-end, la participation à l'audience publique et à la rédaction de l'avis puis à sa restitution.

- Quels temps du processus?

• **préparation**

Constitution d'un panel de citoyens de dix à quinze personnes, d'horizons, d'âge, de métiers les plus divers

possibles. A cette étape, il convient également de repérer les experts et les acteurs impliqués dans le domaine sur lequel porte la conférence.

- **qualification**

Plusieurs séances de formation sont organisées pour le panel. Les experts y présentent le problème posé en fonction de leurs connaissances ou de leurs pratiques, expriment tous les points de vue, parfois contradictoires. Sur la base de grands champs de questionnement (et enjeux associés), ces temps de formation visent à nourrir les éléments de réflexion du groupe en organisant les apports d'information, des témoignages d'expériences sur d'autres territoires et à échanger avec le groupe à partir des pistes issues du bilan des séances précédentes.

- **audience publique d'experts et débat**

A ce stade, le panel réagit, fait part de son point de vue, mais poursuit également sa formation en demandant aux experts de répondre à des questions précises. Au cours de cette séance, la pluralité des points de vue doit s'exprimer, y compris par un débat contradictoire entre experts. Un modérateur facilite l'expression de l'ensemble des parties.

- **avis/ huit clos**

Ensuite le panel se réunit à huis clos pour rédiger un avis (avec l'aide d'un médiateur), en réponse à la ou aux questions posées par l'autorité publique commanditaire. Pendant la préparation de ce document final, les membres du panel s'efforcent de parvenir au meilleur niveau de consensus sur les recommandations, même si les opinions minoritaires sont permises.

- **restitution**

Les panelistes présentent leurs conclusions. Cet avis est lu en public, en présence des décideurs qui ont lancé la conférence, des experts et du public. Il contient différents types d'éléments : des constats, des opinions et des préconisations sur le sujet, des questions transversales (modalités d'association des citoyens à la démarche, processus : conférence citoyenne et démocratie participative...)

Deux conférences citoyennes initiées sur des sujets complexes



" Vivre la culture dans notre région " en 2010/2011

Dans le cadre de Béthune 2011, Capitale régionale de la Culture, une Conférence citoyenne est organisée à l'initiative du Conseil régional, d'ArtoisCom. et de la Ville de Béthune, en collaboration avec Planète publique, société de conseil en politiques publiques. Cette conférence en trois étapes donne la parole à un panel très varié de 18 Béthunois. L'enjeu est de recueillir leur témoignage sur leur rapport à la culture afin de savoir ce qu'elle représente dans leur vie.

Autour de questions sociétales, philosophiques, économiques, artistiques ou éducatives, plusieurs thèmes y sont abordés et débattus tels :
- Quelles formes de culture faut-il développer pour mieux vivre ?
- Comment développer les formes de culture souhaitables ? en misant sur l'appui des collectivités territoriales et de l'État ? en prenant en compte le levier économique et social que représente aujourd'hui la culture ? en misant sur le bénévolat, en favorisant l'implication des citoyens dans la construction des démarches culturelles ?
- Quelle place dans ce paysage, pour un grand événement comme « Béthune, capitale régionale»?

*« **Pour révéler un territoire, il est important d'y associer ses habitants**.*
L'objectif en toile de fond de la conférence citoyenne est de répondre à un objectif de démocratisation de la culture. Au-delà de la politique tarifaire attractive et des dispositifs d'accessibilité géographique mis en place pour Béthune 2011, il faut pouvoir faire en sorte que les gens s'intéressent à la manifestation »
* **Jocelyne Mamelin**, direction de l'action culturelle de Lille *

- «Nouveaux indicateurs de développement» en 2009
Dans la logique de son Agenda 21 et s'appuyant sur un des principes directeurs de son Schéma Régional d'Aménagement et de Développement du Territoire (SRADT), la Région a mis en œuvre l'initiative

«Indicateurs 21» visant à calculer et à promouvoir le débat autour de nouveaux indicateurs de développement, complémentaires au PIB, pour le Nord-Pas de Calais.
Cette démarche consiste à mesurer le développement régional dans toutes ses dimensions en prenant en compte le progrès social mais également la pression exercée par l'homme sur les ressources naturelles.
Convaincue que cela concerne tous les citoyens et pas seulement les experts et les responsables politiques, la Région a organisé une conférence citoyenne : 15 citoyens du Nord-Pas de Calais, sélectionnés par un organisme indépendant, ont rendu leur avis publiquement après avoir étudié cette question de façon approfondie.

Trois grandes questions ont été posées par la Région au panel.
Les nouveaux indicateurs synthétiques régionaux :
- Font-ils sens pour vous, vous parlent-ils ?
- Permettent-ils de mieux mesurer le développement régional dans ses composantes essentielles?
- Quels usages en promouvoir?
Et, en toile de fond : quelle conception du développement, de la richesse et du bonheur?

« Le citoyen a son mot à dire, même sur des sujets complexes
" Le constat est aujourd'hui largement partagé : le PIB est un outil de mesure beaucoup trop limité pour mesurer la véritable richesse d'un territoire ou d'un État.
Dès 2003, la Région Nord-Pas de Calais a lancé le projet « Indicateurs 21 », pour compléter la mesure du progrès économique, par celle du progrès social et de la pression exercée par l'homme sur la nature.
En 2008, 33 économistes internationaux se sont penchés sur cette question, à la demande du gouvernement français, au sein de la «Commission Stiglitz». Or sur un sujet aussi fondamental que la conception que l'on se fait du développement, le débat ne doit pas être réservé aux experts, mais largement ouvert : le citoyen a son mot à dire, même sur un sujet aussi complexe. »

Quels enseignements capitaliser pour révéler capacitation citoyenne et citoyenneté?

Des points forts, références à partager:

Une conférence citoyenne est un événement participatif où l'on donne à un panel d'habitants le temps et les moyens d'émettre une avis concernant une problématique définie. Pour cela, ils disposent de l'information nécessaire et peuvent interroger à leur gré des experts et acteurs représentant tous les points de vue pour se forger leur opinion. Les thèmes sont riches et variés et l'expérience montre que le panel élabore un jugement très pertinent, même sur des sujets complexes. Grâce à ce processus, la parole est aux citoyens. Leurs avis, formulés publiquement, comptent dans l'élaboration des démarches politiques futures et témoignent de leur réalité.

- le citoyen a son mot à dire, même sur des sujets complexes

Les animateurs et experts observateurs sont frappés par l'implication des membres du panel et la qualité de leurs débats internes, par leur capacité à reposer les questions de base, celles que les spécialistes et les décideurs ont parfois oubliées en chemin.
Ils soulignent la capacité des citoyens « ordinaires » sans engagement particulier dans la vie publique et ne connaissant ni le sujet ni les modes d'actions et d'organisation de l'action régionale, à délivrer un avis sérieux, mesuré et pertinent sur une politique publique «spécialisée».
L'avis rendu, par sa qualité, prouve encore une fois la capacité d'un groupe de citoyens profanes à s'emparer de sujets complexes, et leur légitimité à s'exprimer sur la chose publique, pour peu qu'on leur en fournisse réellement les moyens, en les respectant.
Par ailleurs la conférence citoyenne qui confronte des points de vue argumentés permet d'éviter les dérapages d'expression.
Différentes expériences menées conduisent à montrer que la participation des citoyens aux évaluations de politiques publiques sont particulièrement fructueuses si les politiques évaluées sont complexes, les sujets traités polémiques et les enjeux en cause importants

«Être élu ne confère pas le savoir. L'idée d'une conférence citoyenne qui prend en compte l'avis de citoyens « ordinaires » vient alimenter la question des politiques, ouvrir de nouvelles portes et bousculer toutes les idées ... »

Myriam CAU

- la plus-value d'image à oser le débat public.

Le processus, qui pouvait apparaître à priori comme risqué, ne met jamais en danger l'institution régionale et le débat public est parfaitement maîtrisé et s'appuie sur une information fiable.

Au départ pourtant des citoyens expriment leur méfiance vis-à-vis de l'exercice demandé et refusent de servir d'alibi à une démocratie participative de pure forme, sans réel impact;certains d'entre eux à l'inverse se sentent peu qualifiés, peu légitimes pour traiter un sujet aussi complexe. Très vite, ces deux inquiétudes trouvent leur réponse dans le processus lui-même et la qualification progressive du groupe.
La capacité collective, construite peu à peu, à traiter ces problèmes complexes, à répondre aux questions posées suscite leur intérêt, et même leur engagement dans la démarche, rendant secondaires leurs craintes et interrogations. Ainsi, même ceux qui pourraient avoir l'envie au départ d'utiliser la tribune qui leur est offerte à d'autres fins ne le font pas (sans pour autant renier leurs engagements et leurs convictions personnelles).

Le processus stimulant, ne met pas en danger la démocratie représentative, mais la complète et en renforce la légitimité. Lorsqu'une institution accepte de mettre ses choix en débats de façon transparente, cela est respecté même par ceux qui peuvent critiquer ces choix. Il y a une réelle plus-value d'image à oser le débat public.

Des points de vigilance, pour progresser:

- « C'est une expérience extraordinaire pour ceux qui sont dedans… mais pour les autres ? »[2]

La conférence doit être un prétexte pour un débat plus large entre les différents acteurs. Lors de la restitution publique de leur avis, les citoyens se montrent particulièrement soucieux des suites qui seront données à ce travail. La conférence peut être un tremplin pour rebondir, enrichir une politique devenue un peu technique ou routinière.

L'association des citoyens à la conduite du processus pose aussi les questions du choix du sujet, de la participation au pilotage, de l'implication dans le jugement.
La réussite est notamment conditionnée par la façon dont on permet aux citoyens concernés de se préparer afin d'être « armés » pour débattre avec d'autres membres, plus habitués des réunions de ce type.

Une conférence citoyenne en amont, pour en déterminer collectivement les enjeux serait particulièrement utile au moment de la définition d'une politique nouvelle, pour laquelle on envisagerait une évaluation à priori (évaluation ex ante).

Une conférence citoyenne mettant en débat les résultats d'une évaluation serait pertinente, lorsqu'on souhaite un éclairage complémentaire sur les choix possibles.

Pour l'animateur [3], « au vu des expériences existantes, c'est plus sur la mise en cause des objectifs et des retombées sociales, que sur la « mesure » technique des résultats et des moyens mis en œuvre, qu'on peut bénéficier du travail citoyen. »

Ressources Focus 1 et 2

Note de la D2DPE N°8, « Conférence citoyenne, un outil prometteur », - Direction du Développement Durable, de la Prospective et de l'Évaluation, 8 pages - 2006
Note D2DPE n° 30 Une conférence citoyenne sur les nouveaux indicateurs de développement humain
Direction du Développement Durable, de la Prospective et de l'Évaluation, 16 pages - Février 2010
Conférence de citoyens, mode d'emploi - Dominique Bourg & Daniel Boy, Éditions Descartes et compagnie – Charles Léopold Mayer.
http://www.debatpublic.fr/notions_generales/autres_experiences.html

http://www.nordpasdecalais.fr/democratie-participative/accueil_democratie-participative

Contacts

au Conseil Régional Nord-Pas de Calais: Nathalie Holec, **Yves Despeyroux**, **Rabah Gomrane**
Myriam Cau, Vice-Présidente DD, Démocratie participative et Evaluation

2 - Avis d'expert - **Loïc Blondiaux**, professeur a l'institut d'études politiques de Lille lors de l'évaluation, aujourd'hui professeur à Paris
3 - François Mouterde (Directeur associé de Planète Publique)

3 - Focus projet - Le forum permanent de l'insertion de Lille[4]



Croiser les regards...

La région compte plus de 187 000 allocataires du RSA, Lille près de 10 000. La participation des personnes en situation d'exclusion au dispositif d'insertion dont elles font partie est un levier de la réinsertion.
Partant de ce principe, plusieurs associations de lutte contre l'exclusion des associations et le Conseil général du Nord impulsent en 2002 une journée de rencontre entre les acteurs de l'insertion et les allocataires du revenu minimum d'insertion (RMI). Très vite, un collectif de réflexion rassemblant bénévoles, responsables associatifs, allocataires, travailleurs sociaux, élus et représentants des institutions s'organise.
En 2003, plus de cinq cents personnes participent à journée de synthèse et rapidement se met en place l'idée d'un forum permanentde l'insertion à Lille.
Collectif d'associations, le forum permanent de l'insertion de Lille regroupe aujourd'hui des allocataires du revenu de solidarité active (RSA) et des acteurs de l'insertion (travailleurs sociaux, institutionnels, élus, salariés d'associations, employeurs, fonctionnaires territoriaux, bénévoles, ...)
Partenaire signataire de l'agenda 21 lillois, il est basé sur la nécessité de rencontres entre les acteurs de l'insertion et les allocataires du RSA afin de permettre le débat, la valorisation des actions collectives ou individuelles, l'amélioration de l'image de l'allocataire du RSA

Ce forum permanent est un lieu d'échanges constructifs au service d'une insertion durable, qui permet de s'impliquer dans le dispositif, de s'exprimer sur celui-ci, d'en devenir acteur et de participer aux décisions le plus en amont possible:
- Il prend en compte la parole de chacun, favorise l'expression de la personne en situation d'exclusion, en portant un regard critique pour adapter/améliorer le dispositif d'insertion, et participer ainsi aux processus de décisions le plus en amont possible;
- Il favorise les échanges de points devue, le dialogue et le débat entre allocataires, élus, professionnels et bénévoles dans un esprit d'égalité, de fraternité, et d'accès aux droits fondamentaux.
- Il développe par ailleurs une dynamique inter-associative et institutionnelle favorable à l'émergence d'un réseau d'acteurs oeuvrant contre les exclusions pour une meilleure participation globale des bénéficiaires.

Le forum permanent de l'insertion développe en continu les croisements de regards.De ce fait les actions collectives avec d'autres structures associatives peuvent amener à enrichir la réflexion et à trouver des solutions adaptées aux situations des plus démunis qui sont toujours en demande d'information et de propositions dans ce domaine.
Par sa démarche d'ouverture et d'égalité entre tous dans les échanges, le forum permanent de l'insertion incite chacun à aller au delà de ses préjugés et à faire évoluer sa perception des choses. Il souhaite que cette ouverture d'esprit se traduise en actes et que chaque acteur puisse changer à son niveau sa façon d'agir pour mieux prendre en compte les réalités, la paroleet les attentes des bénéficiaires du RSA.

« Il s'agit de croiser les regards, sans estrade ni discours, surtout de la part de ceux qui en tiennent d'habitude, de sortir des rôles pour faire se rencontrer des personnes. Le but est de promouvoir la parole de ceux qui vivent l'exclusion et faire valoir le point de vue des bénéficiaires sur les politiques les concernant, Cet exercice de démocratie participative implique un difficile changement de pratiques. Les décisions devront désormais être prises avec et non plus à propos des allocataires.
Depuis sept ans, le Forum tient bon, réunissant une fois par mois, en plénière ou en ateliers thématiques, un public mixte d'une quarantaine de personnes, afin de dégager un autre point de vue, de faire société » ensemble ***Éric Vandewale****, Forum Permanent de l'Insertion de Lille*

4 Sophie Beckary et Carole Malaquin (Ville de Lille) et Brigitte Kaiser forum permanent de l'insertion)

Sortir des rôles pour faire se rencontrer les personnes

« Le forum, c'est sortir du silence, nous rapprocher les uns des autres, croiser les regards et les points de vue. C'est prendre sa place dans la société. »

Eric Vandewalle

Les associations fondatrices du Forum (abej / accueil f. ozanam / areas / asso. m. bernard (orange bleue) / atd quart-monde / le pacte metropole nord / capharnaum / ccas ville de lille / fondation armée du salut / ilep / kekchose / magdala / plep (secteur métropole lille nord) / plie de lille / pole emploi / secours catholique / secours populaire / starter / uriopss) sont rejointes progressivement par d'autres (le dal, oslo, la pioche, le theatre de l'opprim …)
Le Forum permanent, pour fonctionner avec souplesse, est constitué en collectif, coordonné par des animateurs missionnés par l'Institut lillois d'éducation permanente (Ilep) ensemblier des initiatives associatives (noyau dur de 7 associations), en lien étroit avec les services territorialisés de Département

Depuis sa création, le Forum permanent se réunit en plénière mensuelle.alimentée par des ateliers thématiques (emploi, surendettement, mobilité, médias, développement durable....)
Certaines associations fondatrices animent des groupes de paroles restreints sur l'eau, la tarification énergétique, l'accompagnement social, la représentation de l'exclusion dans les médias, le développement durable, l'alimentation....Chaque rendez-vous est l'occasion de mettre en relation les personnes concernées par l'exclusion avec des chefs d'entreprises et des associations. Etre allocataires du RSA ne signifie pas: »bénéficier d'une citoyenneté au rabais. »
Chaque année, le Forum organise un temps fédérateur, fort d'échanges qui valorise les travaux de l'annéeautour d'un thème : Emploi – voix/voies nouvelles par l'insertion – Transport/mobilité, surendettement, emploi – Quel traitement médiatique de l'exclusion ? – Développement durable, une chance pour l'insertion ? …

Le savoir des pauvres, clef de voûte d'un renouveau citoyen

Les plus pauvres possèdent un savoir unique, lié à leur vie, et dont toute la société a absolument besoin pour avancer vers plus d'humanité.La priorité du forum permanent de l'insertion est l'expression de chacun; il y a certes le logement, la santé et le travail, mais le droit à l'expression est fondamental. Le silence est la forme d'exclusion la plus pernicieuse

L'engagement des allocataires et le développement durable

Le développement durable appelle une mutation profonde de nos modes d'utilisation des ressources naturelles, de nos modes de consommation, de déplacement, de nos modes de vivre ensemble et d'intégration des plus fragiles dans la société.
Or, économiser, recycler, récupérer sont des actes quotidiens obligatoires quand on vit avec moins de 500 € par mois Forts de leur expérience, les habitants se sont interrogés et ont échangé sur leur contribution au développement durable dans une logique citoyenne.

Lors des réunions mensuelles, les allocataires du RSA/RMI ont souhaité s'emparer de la notion de développement durable, s'interroger et la traiter en tenant compte de leur expérience de vie.
Sans réduire les inégalités sociales et écologiques, la démarche permet à un public défavorisé de s'emparer d'une problématique a priori éloignée de ses préoccupations. Elle permet de les impliquer dans la réflexion, pour l'enrichir de leurs propres expériences au quotidien.
- Appréhender ce que les personnes en grande difficulté et les professionnels ont à dire sur le développement durable.
- Se forger une culture commune, réfléchir à comment la transmettre à son entourage,professionnel et personnel.
- Se demander comment aborder une attitude d 'éco-citoyen avec mon référent, avec mon allocataire

"Qui a dit qu'il fallait manger trois fois par jour ? et que plus on est gavé, mieux on se porte ? ...
C'est faux. Ce dont les hommes ont besoin, c'est de plus d'humanité.
La précarité est trop souvent associée à l'inculture et à l'absence d'autonomie.On décide trop souvent sur notre dos

Parole d'allocataires

Le développement durable, une préoccupation de riches ?
Audacieux de faire disserter sur le réchauffement climatique, les combustibles fossiles et la surconsommation des gens qui ne demandent qu'à pouvoir se chauffer et disposer du minimum pour vivre ?

« Mais pourquoi pas, ce sont des citoyens auxquels on ne peut pas reprocher de rouler en 4x4 sur les trottoirs ou de surconsommer; et la nécessité leur a fait adopter des modes d'être (économiser, recycler, récupérer) qui sont ceux dont nous avons besoin aujourd'hui.
Éric Vandewale*, responsable du Forum Permanent de l'Insertion de Lille.*

Quels enseignements capitaliser pour révéler capacitation citoyenne et citoyenneté?

Des points forts, références à partager

Le forum est un lieu exemplaire de l'**"hybridation" des ressources** : bénévoles (le temps offert), publiques (subventions) et "marchandes" (employeurs...)
Le forum est un lieu d'**apprentissage collectif:** En favorisant le dialogue entre les différents acteurs de l'insertion du territoire, en donnant une meilleure perception du dispositif et des contraintes de chacun, en reconnaissant progressivement l'apport technique des allocataires,le forum permanent de l'insertion donne aux allocataires un sentiment d'appartenance à un groupe porteur d'une parole collective, et conforte la remobilisation personnelle et l'estime de soi.

Des points de vigilance, pour progresser et pérenniser l'action

Le turn over important des allocataires est un handicap quand l'appropriation des outils et la prise de parole demandent du temps
Les travailleurs sociaux iont à accepter d'être interpellés sur des pratiques, de partager l'expertise
Les allocatairesont à dépasser le témoignage et à gérer les émotions.
Créer les conditions d'une expression et/ou d'une participation nécessite :
- une volonté politique forte relayée par un accompagnement avec des moyens dédiés (équipes territorialisées, maillage associatif volontaire / voire militant) et un contour territorial de proximité, identifié et accessible,
- la nécessaire dynamique de projet (objectif de production commune), le travail de prise de parole, la capacité d'expression collective et l'énoncé claire du cadre de participation

Pour aller plus loin

Médiatiser davantage l'action
L'émission de radio Paroles Insertion animée par Yoan Redmann sur Radio Paco Lambersart, RPL 99.FM (http://www.rpl99fm.com)-diffusée une fois par mois le mercredi après-midi de 15h à 16h -
prolonge le forum, en donnant la parole aux acteurs de l'insertion, allocataires y compris(débats sur des sujets liés à l'insertion, informations sur l'actualité des associations et reportages réalisés par les allocataires …)

Siéger en commission
Depuis la réforme du RSA, la loi instaure la participation des allocataires. Sur Lille, le Forum a proposé aux allocataires volontaires de siéger en commission. Dix personnes ont manifesté leur volonté de siéger. Un travail en partenariat avec le Conseil général du Nord a permis au groupe d'appréhender collectivement cette fonction en la questionnant.
Désormais, deux personnes siègent pour six mois en commission et, dans un souci de transmission, restituent aux huit autres membres du groupe leurs impressions et suggestions, afin que ces membres puissent à leur tour intégrer l'instance consultative.
Ce processus, emblématique du travail du Forum, a permis à titre expérimental la première désignation de personnes allocataires sur Lille, concrétisant une démarche continue de participation active des allocataires.

Ressources
Contacts
à la ville de Lille: Sophie Beckary et et Carole Malaquin
au forum permanent de l'insertion: Brigitte Kaiser

Annexe

Inspirés par le forum permanent d'insertion de Lille, **les forums de l'Uriopss[5] Nord-Pas de Calais**

L'expérience de ces forums a débuté en 2010 dans les territoires du département du Nord, avec notamment le partenariat politique et financier du Conseil général. Elle s'inspire du fonctionnement du Forum permanent de l'insertion de Lille, basé sur la nécessité de rencontres entre les acteurs de l'insertion et les allocataires du RSA/RMI.

Les associations de solidarité mettent en avant, depuis des années, l'intérêt d'une participation des usagers des dispositifs d'action sociale à la construction, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques relatives à la lutte contre la pauvreté.

Au-delà de la reconnaissance de l'expertise d'usage, comme vecteur d'amélioration de ces politiques, il s'agit d'apporter un souffle de démocratie au processus particulièrement technique de mise en œuvre et d'évaluation porté par les services de l'Etat ou des collectivités territoriales. Si la loi 2002-2 a été un premier pas vers la reconnaissance de l'usager-citoyen au sein de son établissement d'accueil, il s'agit désormais de promouvoir les conditions d'une participation qui aurait du sens et qui s'appuierait sur une véritable dynamique préalable de démocratie participative.

C'est l'expérience qui est tentée depuis deux ans dans les territoires du département du Nord, dans le cadre d'une dynamique inter-associative, en lien avec le Conseil général et le Conseil régional Nord-Pas de Calais, et en s'inspirant du fonctionnement du Forum permanent de l'insertion de Lille.

Il convenait d'abord de repérer et de réunir au niveau d'un territoire de proximité, des démarches participatives existantes afin de les mettre en lien au sein d'un collectif. La **phase d'initiation des collectifs** a duré un an : la Fédération des centres sociaux et l'Uriopss se sont fortement impliquées en travaillant de concert sur cette démarche et en mobilisant leurs réseaux d'adhérents sur le sens, les finalités, l'éthique ou les modalités d'organisation des collectifs locaux.

Une fois cette phase d'initiation achevée, il s'agissait d'**organiser les conditions d'une animation et d'une coordination permanentes des collectifs**. Une des orientations stratégiques du récent Programme départemental d'insertion étant la promotion de la participation, le partenariat politique et financier avec le Conseil général du Nord, en lien avec les sept collectifs locaux, pouvait s'engager : des animateurs-coordinateurs ont été recrutés afin de jouer le rôle de maillons entre bénévoles, habitants, allocataires du RSA et professionnels impliqués.

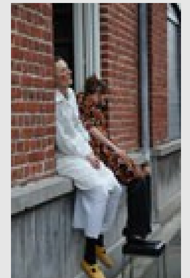
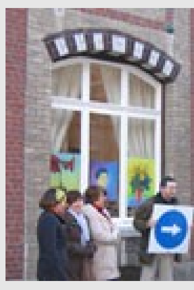
Dans le même temps, un des objectifs initiaux était de **favoriser la participation d'allocataires du RSA** dans les instances en charge de la politique d'insertion du Conseil général et, en premier lieu, **"dans les équipes pluridisciplinaires"**. En amont, il était nécessaire de définir le processus de désignation des allocataires, à partir des différents forums. Différentes modalités ont été choisies : tirage au sort ou élections, toujours sur le principe de libre adhésion.

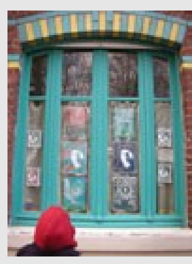
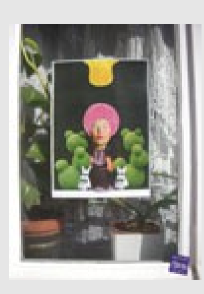
Les différents groupes des forums, réunis une fois par mois en « plénière », permettaient d'accompagner les allocataires dans cette fonction « représentative », à partir des échanges, mais aussi dans certains territoires par de véritables formations des participants.Aujourd'hui, une quinzaine d'allocataires participent aux réunions des huit équipes pluridisciplinaires du département et des instances territoriales en charge de la programmation de l'offre d'insertion du Conseil général.

L'Uriopss et ses partenaires cherchent désormais à franchir un nouveau pas : celui d'agir sur le fonctionnement même de l'instance car les codes, jargons et représentations des professionnels-techniciens sont de véritables sources de démobilisation d'une participation encore naissante et encore relativement fragile.

5 - L'Uniopss (Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux) est une association loi 1901 reconnue d'utilité publique. Elle a pour mission d'organiser une concertation et une représentation transversales aux secteurs traditionnels de l'action sanitaire et sociale. Elle regroupe 25 000 établissements et services privés à but non lucratif du secteur social, médico-social et sanitaire, à travers 23 Uriopss (unions régionales) et 110 fédérations et unions nationales.

4- Focus projet - « Des fenêtres qui parlent » en métropole lilloise[6]

Les « fenêtres qui parlent » ?

« Utiliser sa fenêtre pour dire, montrer, faire savoir est une pratique culturelle des villes du Nord. La fenêtre, c'est la frontière entre le public et le privé, c'est l'espace de dialogue entre l'intérieur et l'extérieur. Les fenêtres changent le quotidien des rues, suscitent ainsi la curiosité des passants, leur émotion, leur questionnement et pourquoi pas la rencontre entre passants et exposants, tout simplement entre habitants ? »

"Réso Asso Métro"

Depuis maintenant 11 ans, le collectif d'associations d'habitants de la Métropole lilloise « Réso Asso Métro » utilise les fenêtres pour y exposer des artistes, afin de constituer un musée éphémère et public, et ceci, aux quatre coins de la métropole Lilloise. Les fenêtres se parent d'œuvres pour une durée de trois semaines environ. Le principe reste simple : exposer ses créations dans les fenêtres des habitants dans l'idée de présenter l'art dans un espace semi-public (la fenêtre) et de provoquer des rencontres entre artistes et habitants.

En 1999 émerge l'idée de constituer un réseau de réflexion et d'échanges sur le thème de la démocratie locale, à l'échelle de la métropole lilloise.
Deux habitants[7] sont à l'origine de cette initiative, ayant en commun un fort engagement professionnel dans les champs du social et du cadre de vie et une implication associative et militante dans les secteurs de la petite enfance, du social et du culturel, principalement au niveau des quartiers de l'agglomération lilloise.
Sur la base d'une co-animation de rencontres régulières, d'autres personnes viennent se joindre tant pour diversifier la réflexion que pour alimenter une démarche permettant de contribuer au développement de la participation des habitants à la vie culturelle de la cité.

Progressivement, plusieurs des associations membres de "Réso Asso Métro" développent leurs actions à partir de cette tradition. En 2012[8], pour la septième année consécutive, elles se regroupent pour en proposer une traduction métropolitaine et donner aujourd'hui un caractère particulier à de nombreuses rues de la métropole lilloise en associant habitants, artistes et « fenêtres ».

D'un événement éphémère au projet métropolitain en dix ans
2002 : les « fenêtres qui parlent » n°1 (du 20 avril au 5 mai).
5 lieux, 8 associations, trois week-ends, une cinquantaine d'artistes, deux cents fenêtres d'habitants, un public estimé à 5000 personnes…
2011 : « les fenêtres qui parlent », Grand Événement métropolitain - LMCU (du 19 mars au 10 avril)
19 quartiers,12 villes de la métropole lilloise (Faches Thumesnil, Halluin, Hellemmes, La Madeleine, Lambersart, Lille, Loos, Marcq en Baroeul, Mons en Baroeul, Roubaix, Tourcoing, Villeneuve d'Ascq.), plus de 1500 fenêtres, plus de 500 artistes, 23 associations et collectifs d'habitants organisateurs, plus de 40 associations et structures partenaires, de nombreux établissements scolaires (école maternelle, primaire, collèges, lycées, un public estimé à 15 000 personnes…

6- Séminaire Trajectoires DD (CERDD) des 1 et 2 février 2012 à Roubaix (Condition publique)
7- Béatrice Auxent et Michel Brulin
8 - En 2012, le collectif "Réso Asso Métro"regroupe 36 associations signataires de l'engagement éthique « qui sommes-nous? », pratique et financier « engagement solidaire » annuel. Les associations investies dans « les fenêtres qui parlent » sont au nombre de 22 en 2012 .

« Faire avec » des habitants bénévoles, urbains, engagés...

...pour vivre autrement la ville au quotidien

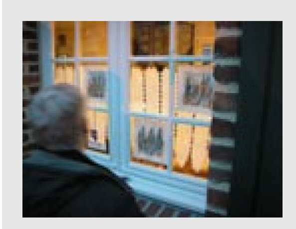
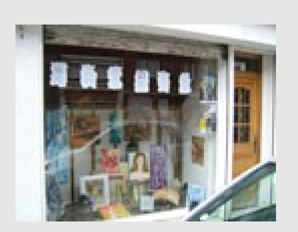
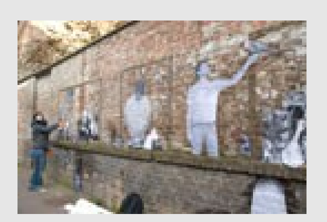
Pour les initiateurs, les fenêtres sont un support-prétexte pour encourager, développer l'engagement, la prise d'initiative, la participation (la première année pour « prêter sa fenêtre » et rejoindre le défilé dans les rues du quartier « avec un air de musique et une ambiance décontractée qui donnent l'envie du voisinage et de l'accueil. »
Cet engouement invite à s'interroger sur les valeurs du « vivre ensemble », de reconnaissance et d'acceptation de l'autre, pour contribuer à faire société autrement et de vivre la ville avec urbanité.
Cette participation à la vie de la cité part du quotidien, de la proximité, et recherche les connexions nécessaires entre social, culturel et dimension humaine (avec un équipement de proximité : centre social, maison de quartier, MJC et/ou un lieu artistique et culturel...)

Interaction culturelle et sociale, pour renouveler l'éducation populaire

Plus de 700 artistes, amateurs ou professionnels se sont engagés dans « les fenêtres qui parlent ». La plupart exposent bénévolement et apprécient ce cadre informel, ce rapprochement avec des habitants peu habitués des galeries ou musées.
Mais c'est aussi l'occasion d'une commande pour une création spécifique, d'une recherche d'adéquation au lieu, qui donnent des résultats parfois surprenants. La diversité des associations et structures composant "Réso Asso Métro" permet dès 2003 la constitution d'une commission "artistique" conseil et ressource, assurant une réflexion et une qualité globale des supports . Elle définit les choix de commandes collectives notamment l'objet annuel dit « de valorisation ».
En complément, un nombre conséquent d'artistes sont habitants; ce qui facilite les contacts, l'organisation et renforce aussi la question de la mixité sociale dans les quartiers; il s'agit de proposer la rencontre avec des artistes, une ouverture sur l'art et la culture, et la valorisation d'une personne ou d'un collectif, et de son habitat.
L'inscription dans la durée et le renouvellement annuel des manifestations permettent la mise en place de partenariats avec des associations locales à dimension sociale ou caritative et l'interaction effective du culturel et du social. L'aspect « initiative » d'habitants et mixité sociale et générationnelle sont particulièrement présents et appréciables; le problème qui demeure « se situe dans la difficulté de mobiliser des bénévoles dans le travail invisible quotidien en amont et en aval de l'action, de lien social. »

Apprentissage collectif et transfert de compétences, pour vivre « l'organisation apprenante »

Dès 2004, la commission artistique de « Réso Asso Métro » propose une dimension éducative; tous, au sein du réseau, s'accordent à reconnaître que l'accent doit être mis sur la qualité de l'adéquation entre fenêtres et œuvres présentées, et que le résultat le plus probant s'obtient, le plus souvent, dans le cas de créations « in situ. »
L'engagement solidaire de « Réso Asso Métro » fixe les règles du jeu collectif.
A l'intérieur du réseau, les compétences sont inégalement réparties et la complémentarité entre associations est un des atouts indiscutables. Un transfert des aptitudes commence à s'opérer: des associations, faisant une pause dans la mise en œuvre d'une action dans leur quartier, se mettent à disposition des associations débutantes.La démarche d'éducation populaire et d'action culturelle peut s'enrichir encore de contributions extérieures au réseau à travers une ouverture des thèmes.
Par ailleurs, la participation des écoles, collèges et lycées est acquise et encouragée dans la plupart des quartiers ; elle permet une implication active des jeunes aux projets et entraîne celle des parents concernés.
Quand cela est possible, l'intervention en classe d'un artiste professionnel apporte une réelle plus value.
Là encore, l'art (les arts), la fenêtre, le fait d'habiter sont prétextes à la rencontre et au démarrage d'initiatives qui vont se démultiplier et développer les projets dans la métropole.




Faire réseau et essaimer sur le territoire

Les « fils rouges » sont les fenêtres, dans une extrême diversité d'une part, et l'engagement des habitants et des artistes, d'autre part.

L'**effet réseau** est significatif dans plusieurs domaines :
- l'amplification de la participation est certaine, tout comme la diversité des publics ainsi que les ambiances et tonalités des manifestations organisées;
- la multiplication des associations membres réside dans la mobilisation des bénévoles et des responsables, mais aussi dans la production commune et les temps forts des uns et des autres...
- l'essaimage du concept des « fenêtres qui parlent » donne envie à d'autres (des contacts sont honorés avec des habitants ou structures hors métropole lilloise (Dunkerque, Quiévrechain, Arras, Berck sur mer, Courtrai, Charleroi, Montréal…).

L'**approche territoriale** est multiple :
- structurante : la répétition de l'opération depuis 11 ans crée un affichage à l'échelle de la métropole lilloise. et le nombre important de membres du collectif conforte chaque année cet effet.
- qualitative : l'envie d'améliorer le quotidien de la ville, de son cadre de vie est présente pour la plupart des actions des associations membres; la conscience d'appartenance territoriale se situe à plusieurs échelles (rue, quartier, ville, agglomération, région, euro région…)

« Des fenêtres, ...aux espaces publics qui parlent »

« Ce qui ressort, c'est bien l'initiative et l'envie de faire dans la proximité de sa rue, de son quartier, de sa commune, en partageant une idée, un projet et une organisation originale au niveau de la métropole. Lorsque l'on constate la facilité d'intégration des nouveaux arrivants, chaque début de saison, dans la dynamique de réseau et de gestion collective, on peut avancer qu'il y a certainement-là des éléments à extraire et à analyser, tant la spontanéité et l'apport d'idées nouvelles sont tangibles.Ce faisant, par consolidation du fonctionnement en réseau, se pose depuis plusieurs années, la perspective de diversifier les actions de "Réso Asso Métro", tel que cela est envisagé dans le texte fondateur. »

"Réso Asso Métro"

Lille 2004 va permettre un saut qualitatif à l'événement, en intégrant « la création in situ » dans la dynamique des « fenêtres qui parlent, »

Lille 3000 a pour effet d'impulser et de mettre en oeuvre deux nouveaux projets :
- une « installation/ débat/ soirée festive » sur le thème général « espace public/ espace privé »,
- un atelier collectif et participatif « estampage », animé par des artistes stambouliotes.

De ces deux actions, il ressort deux envies récurrentes : travailler ensemble (artistes/ paysagistes/ habitants), dans et sur l'espace public (de manière éphémère).

Pour sa dixième édition, les organisateurs, artistes et habitants participants, choisissent de déborder sur l'espace public pour mener une réflexion globale sur « le mieux-vivre » au quotidien. Grâce au soutien de la ville de Lille, le collectif s'entoure de sociologues, urbanistes, et designers de la 27ème Région pour chercher à transformer l'engagement culturel et artistique en un engagement social et environnemental au quotidien. Wazemmes, quartier vivant et cosmopolite Lillois, devient ainsi durant trois semaines un laboratoire d'études et d'expérimentations.

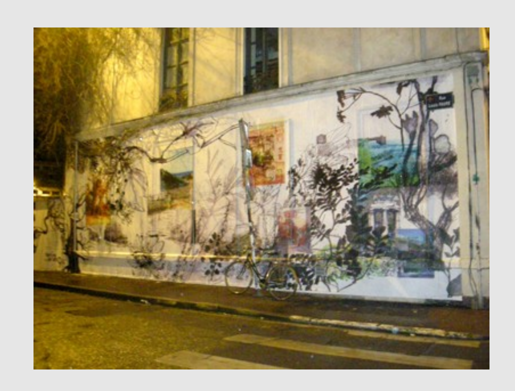
Contacts

Pour Réso Asso métro: Béatrice Auxent

5- Focus projet - « Des espaces qui parlent », nouveau laboratoire de la métropole[9]

"Habiter durablement un quartier" au-delà du chez moi ? et...favoriser des rencontres





Depuis 10 ans des habitants de la métropole lilloise s'organisent dans leurs rues pour y créer « les fenêtres qui parlent » .Ils prêtent leurs fenêtres sur rue, une part d'eux-mêmes, pour recevoir l'œuvre d'un artiste le temps d'un début de printemps, généralement en mars.

D'emblée la manifestation séduit car les habitants découvrent
- la richesse d'une rencontre avec un artiste, les émotions, la réflexion que suscitent une œuvre.
- le plaisir d'arpenter leurs rues, magnifiées par l'art aux fenêtres.
- le bonheur d'être ensemble dans la rue, espace public vraiment public et partagé le temps d'un vernissage festif, dans une rue vidée du stationnement et de la circulation automobile.
- l'engagement commun bénévole qui participe du bonheur d'habiter la ville, d'y faire ensemble quelque chose.»

Très vite, les artistes ont envie de déborder du cadre de la fenêtre pour investir façades et espace public. En parallèle, la mise en œuvre des « fenêtres qui parlent » amène à se poser des questions sur la qualité des rues: « Pourquoi c'est sale? », « Pourquoi c'est tagué? », « Pourquoi des dépôts sauvages d'ordures? » mais aussi « Pourquoi pas de plaisir à y passer? », « Pourquoi une fréquentation de la maison folie en baisse? », « Pourquoi certains envisagent de déménager? ».

Comment trouver une réponse collective à ces questions que chacun se pose?

D'une réponse, initiative d'habitants....au laboratoire de la 27 ème région

En 2010 un collectif d'artistes est sollicité pour installer une grande fresque papier sur un pignon de maison, à proximité d'une station de métro, lieu de grand passage et aussi de grands dégâts urbains.Ce pignon est choisi parce qu'il est régulièrement tagué et l'objet de dépôts sauvages de sacs poubelles.
La fresque réjouit les passants, n'est pas arrachée (pendant 3 mois !)et est respectée par les tagueurs...Si elle est bénéfique, la réponse artistique aux problèmes urbains ne suffit pas.

Profitant de la richesse et de l'effervescence artistique de Wazemmes (Maison Folie, festival "les fenêtres qui parlent"), l'équipe de « la 27e Région en Résidence[10] » est sollicitée avec la complicité des habitants, pour interroger le "vivre et agir ensemble" et ses possibilités de mise en œuvre à l'échelle du quartier.

L'enjeu est d'encourager les acteurs associatifs, les instances politiques, les habitants du quartier ou d'ailleurs, à s'engager dans un processus d'innovation au service de la cohésion sociale et de l'aménagement urbain durable. L'initiative se donne donc pour vocation d'être transposable et adaptable à d'autres quartiers et d'autres territoires.

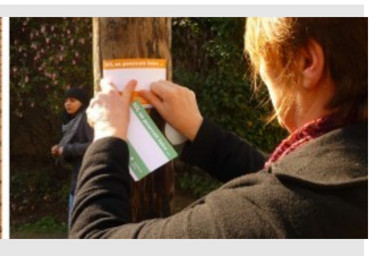
Pour ce faire, elle identifie les micro-initiatives individuelles ou collectives, souvent anonymes et dispersées, qui ponctuent déjà la vie du quartier (échanges de services entre voisins, démarches de circuits-courts alimentaires etc.). De leur connexion émane la réflexion autour d'une construction de projets de vie partagés.

9- Séminaire Trajectoires DD (CERDD) des 1 et 2 février 2012 à Roubaix (Condition publique)
10- Collectif de sociologues, urbanistes, paysagistes, designers

« Des espaces qui parlent » à Lille- Wazemmes , territoires en résidence







Sollicitée pour aider à mobiliser les habitants, à faire un état des lieux partagé et à apporter une première réponse in situ, concrète et belle, artistique, durable et urbaine, l'équipe de la 27e Région[11] en immersion durant trois semaines (de janvier, février et mars 2011), tient un blog valorisant les actions menées durant la résidence et informant des évolutions et orientations des réflexions.[12]

Une “charte des espaces publics à partager”

L'idée est de mettre un dispositif très simple à disposition de chaque groupe d'habitants qui voudrait partager un espace public différemment. Il s'agit avant tout de faire savoir que c'est possible et les premiers ingrédients pour une charte sont peu à peu énoncés.

*. **Partir de l'existant, du voisinage du lieu**, pour voir avec les riverains s'ils aimeraient l'investir et de quelle manière. Il s'agit de révéler le déjà-là, le potentiel présent dans le lieu.*

*. **Trouver des initiateurs motivés,** pour mobiliser le voisinage, résidents, association ...*

*. **S'appuyer sur les associations** et les rendre visibles, pour les localiser de manière plus aisée.*

*. **Organiser un pique-nique /portes ouvertes**, pour récolter les idées des habitants-riverains .*

*. **Trouver un dénominateur commun pour donner envie**, à partir de propositions d'occupations variées (fêtes, concerts, lectures, brocantes)*

*. **Faciliter des liens avec la mairie**, pour occuper un espace temporairement (démarches)*

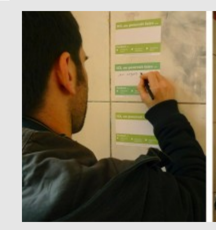
*. **Nettoyer préalablement** si nécessaire certains espaces avant toute occupation (solliciation mairie avec une implication possible d'habitants)*

*. **Réactualiser l'idée du concierge de secteur**, relais pour l'entretien de ces espaces partagés.....*

*. **Saisir la notion de “temporaire”**(une journée comme une saison mais avec une fin.) en particulier pour les espaces en attente de projet urbain (réflexion à mener sur la trace de l'occupation ….)*







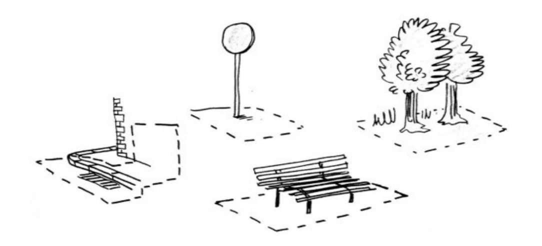


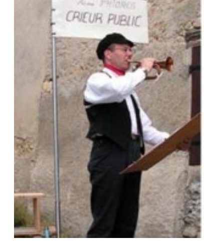
11- Lancée en 2009 à l'occasion de l'année européenne de la créativité et de l'innovation, Territoires en Résidences est une opération lancée par la 27ème Région. Ces résidences pourront être organisées dans toutes les Régions mobilisées et leurs enseignements feront l'objet d'une large diffusion, à travers des presentations publiques, des débats, des publications et des expositions.Territoires en résidences est une initiative cofinancée par l'UE dans le cadre du programme national d'assistance technique, Europ'act

.http://territoiresenresidences.wordpress.com

12 - Le Cerdd est partie prenante de cette expérimentation.

Quatre pistes de projets pour les « espaces qui parlent »







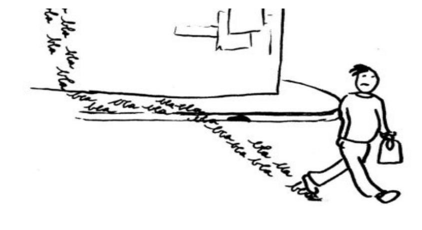
- Les lieux partagés: Pour qualifier les rues, les places, les parcs, les endroits délaissés, les habitants sont invités à composer avec l'espace environnant et à investir leur quartier pour contribuer à le faire vivre. Les «espaces publics à partager» activent l'imagination collective dans un but de réalisations concrètes, sources de nouvelles sociabilités. Il entraîne un dynamisme de quartier par un cercle vertueux fait de l'accumulation d'occupations temporaires. Le projet crée un dialogue ville/associations/habitants ancré dans une volonté d'action commune et participe au processus d'appropriation et d'identification au territoire de vie, facteur essentiel de la cohésion sociale et du "vivre ensemble".

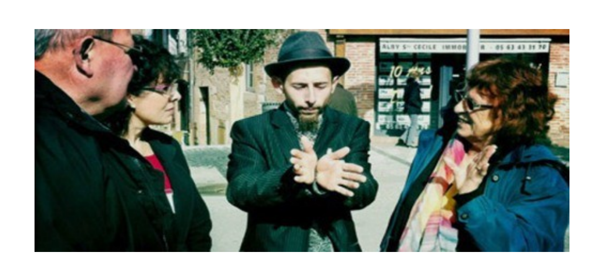
« Les espaces publics sont des biens collectifs qui appartiennent à tous les citoyens. Aucun individu, aucun groupe ne peut être privé de leur libre utilisation, dans la mesure où les règles adoptées dans chaque ville sont respectées. » Article n°16 des principes de l'agenda 21 de la culture

- Le crieur public: Quand les relations de voisinage et les réseaux d'entraide spontanée semblent faire défaut, le crieur public représente « l'idée d'une proximité inventive et festive », qui passe par l'investissement de l'espace public et par la diffusion d'informations locales. Il s'adresse à tous et peut être sollicité par tous (habitants, associations, élus, techniciens...). Il active le dialogue social et la mise en relation des habitants d'un même espace de vie. Personnage local, porte-voix au service du quartier, il invite à s'exprimer, à faire passer des messages. Le crieur public est vecteur de lien social participant à la définition d'une identité locale.

- Moi Z' M, le journal photographique: Une collection de photos, en constant renouvellement, rassemblée par le média moi Z'M, diffusée quotidiennement ou mise en valeur lors d'évènements portés par les habitants ou par la ville, permet de valoriser les individus pour leurs capacités d'expression, et d'être acteur d'une "œuvre" collective. Cette vision décalée du quartier, portée par ses habitants peut contribuer à des changements de regards sur Wazemmes; elle participe à l'émergence d'un territoire commun en permettant une contribution active mais légère par le biais d'un outil familier (le téléphone portable).Un espace de parole publique s'ouvre pour tous, en particulier ceux que l'on n'entend peu (jeunes...)

- Les explorations de Wazemmes: Chaque personne possède sa propre pratique du quartier, habite le quartier à sa manière en créant ses petites habitudes, en développant des « arts de faire » avec son environnement social et physique. Les « explorations de Wazemmes » donnent de la valeur au quotidien, en proposant aux habitants de partager une intimité (relative) de lieux, de commerces, de souvenirs, d'histoires de vie…inscrite dans l'espace public. En mettant en scène ces parcours d'habitants ou parcours thématiques, ces balades offrent un nouveau regard sur l'identité locale de Wazemmes composée de modes de vie pluriels. Elles proposent une vision d'un monde commun inscrit dans la diversité et dans la quotidienneté et des rencontres physiques entre les gens.





Contacts

Pour la 27ème région: Stéphane vincent

6- Focus processus - Les ambassadeurs du développement durable en Nord-Pas de Calais[13]



Une appropriation par tous, toujours et partout du DD en Nord-Pas de calais

L'héritage d'une région souvent décrite comme environnementalement et socialement sinistrée, incite de nombreux acteurs du Nord-Pas de Calais à s'emparer plus tôt qu'ailleurs, des enjeux du développement durable. Lancée au début des années 90, la phase d'expérimentation se généralise pour une région devenue souvent pilote en la matière, première à lancer la haute qualité environnementale (HQE), la trame verte et bleue, ou les nouveaux indicateurs de richesse et de développement humain....
Aux différentes échelles du territoire, se multiplient les projets porteurs d'ambitions et d'innovations DD (plans climat territoriaux, agendas 21, écoquartiers...) comme les occasions de promouvoir le développement durable en région (depuis les « Assises nationales du DD » en 2003, les rendez-vous réguliers des « Itinéraires DD en Nord-Pas de Calais »...jusqu'au récent séminaire « Trajectoires DD » traçant pour la région le cap de Rio 2012,.à l'occasion des 10 ans du CERDD....)
Désormais, l'enjeu régional est de veiller à ce que les avancées puissent être partagées partout et pour tous. En effet, si le développement durable bénéficie d'une forte notoriété, sa mise en oeuvre est souvent difficile :
- Beaucoup d'acteurs de terrain (techniciens, responsables d'entreprise, citoyens,…) font part de leur volonté d'agir concrètement mais sans disposer de méthodes simples et efficaces pour y parvenir.
- De nombreuses structures évoquent un besoin récurrent en sessions d'informations pour appréhender concrètement la mise en application du développement durable à l'échelle d'une structure ou d'un territoire.

Un réseau d'ambassadeurs DD, en phase avec les attentes des territoires

La mise en oeuvre du développement durable nécessite d'abord une appropriation des concepts, une vraie prise de conscience et le développement d'une culture développement durable au sein d'une structure ou à l'échelle d'un territoire.
Animé par le CERDD, le réseau d'ambassadeurs DD[14] a pour ambition de démultiplier la capacité de sensibilisation et de mobilisation des acteurs régionaux sur leur territoire, des élus aux acteurs économiques et associatifs jusqu'aux habitants.Sa vocation est d'apporter un appui indispensable au démarrage de démarches de développement durable notamment dans les structures n'étant pas dotées de moyens suffisants en interne et dans celles où les démarches développement durable sont encore embryonnaires.
Lancé fin 2010, à l'occasion de la 6ème édition des Ateliers[15] de l'Observatoire des Agendas 21 locaux, le réseau des ambassadeursDD, à l'échelle de la région est en phase d'expérimentation.

Pour **les collectivités,** il s'agit en particulier d'étoffer les compétences en matière de sensibilisation sur le développement durable des petites intercommunalités (pays et communautés de communes) qui manquent souvent d'ingénierie.

Les associations et les fédérations associatives envisagent progressivement d'introduire, aux côtés de leurs valeurs historiques, d'autres priorités du développement durable (par exemple celles de l'environnement pour les fédérations oeuvrant dans les secteurs du social et de la culture).

Si les **acteurs économiques** se mobilisent depuis plusieurs années sur le sujet, beaucoup d'entreprises et d'entrepreneurs restent à toucher, notamment l'important tissu de PME du Nord Pas-de-Calais.

13- Séminaire Sociétés en transition - A gendas 21 et cohésion sociale - Lille 2010
14 http://www.cerdd.org/?rubrique495
15 organisée par l'association nationale 4D (Dossiers et Débats pour le Développement Durable)

Un dispositif gagnant/gagnant, en phase d'expérimentation



Issus des trois milieux dans lesquels les concepts du développement durable peuvent être mis en oeuvre: (collectivités, associations, entreprises...), les ambassadeurs DD sont chargés d'animer des sessions de sensibilisation auprès de structures demandeuses.(conférences-débat, groupes de réflexion, ateliers de travail,...)
Experts attachés à un territoire, oeuvrant dans des domaines variés (environnement, social, sport, santé, tourisme,...), les ambassadeurs connaissent les spécificités et les problématiques de leur zône d'intervention. Professionnels de terrain, ils oeuvrent déjà dans leur structure et au sein de leur territoire pour la mise en oeuvre du développement durable; ils sont donc capables de démontrer que la mise en oeuvre d'actions concrètes est possible et d'expliciter des démarches réalisées dans la région.
Vingt trois parmi cinquante postulants ont été retenus à partir des critères de choix liés
- aux compétences (animation et pédagogie; connaissances théoriques et pratiques du DD),
- à la mise en oeuvre de démarches de DD au sein de leur structure et à une répartition équitable sur les différents territoires de la région.

Pour mener à bien leur rôle, les ambassadeurs bénéficient de formations (approfondissement des connaissances, compétences en animation et pédagogie), d'un kit pédagogique (guide d'intervention, supports de présentation sur le développement durable, les enjeux régionaux et ses champs d'application, brochures, exposition,… édités par le CERDD[16] (Centre Ressource du Développement Durable)
Formés et disposant d'accès à une base de ressources pédagogiques élaborées par le réseau et le CERDD, ils peuvent ainsi répondre aux sollicitations sur leur propre territoire.
Ils interviennentponctuellement et gratuitement un minimum de trois fois dans l'année en dehors des champs d'intervention directs, afin de répondre aux demandes locales préalablement centralisées et traitées par le CERDD.

En tant que porteur du dispositif, le CERDD, lieu de coopération privilégié entre l'État, la Région Nord-Pas de Calais et leurs partenaires, est le garant du professionnalisme du réseau.
En apportant leur savoir-faire en matière de pédagogie et de sensibilisation au développement durable, le CERDD et ses partenaires participent à la montée en compétences du réseau des ambassadeurs .
Cette compétence, de même qu'un kit pédagogique sont mis sans condition au service de la structure libre de communiquer sur l'engagement dans le réseau « ambassadeurs DD » afin de le valoriser.

Deux types de convention de partenariat sont mises en oeuvre: l'une entre le CERDD et la structure référente de l'ambassadeur, la seconde entre le CERDD et la structure demandeuse d'une intervention.
Le réseau des Ambassadeurs a reçu le soutien financier du FEDER (Fonds Européen de Développement Régional) via l'ADEME.

Un Réseau des Ambassadeurs, fil à plomb du développement durable en région

Le réseau, coordonné par le CERDD, apporte les ressources nécessaires pour alimenter le débat et la réflexion locale, et garantit la qualité des contenus et des interventions.
Pédagogue, professionnel et mobilisateur, chaque ambassadeur a pour missions :
- d'intervenir au plus près des besoins de la structure commanditaire, interpréter et faciliter la compréhension des enjeux locaux et globaux,
- d'animer la discussion sur les traductions potentielles du développement durable à l'échelle de la structure ou du territoire,
- d'apporter les ressources documentaires et contacts indispensables pour donner corps au projet de la structure/ du territoire,
- d'évaluer les sessions, sur leur efficacité, les freins rencontrés et réponses apportées et sur leur opérationnalité (projets de développement durable envisagés par la structure ou le territoire)
- d'effectuer un suivi auprès des structures commanditaires pour identifier leurs avancées, difficultés, renvoyer sur les organismes compétents pour les demandes d'information, de réseau...

16- Centre Ressource du Développement Durable

Le réseau des Ambassadeurs : « une organisation apprenante »



Le réseau des Ambassadeurs est riche de sa diversité et des compétences spécifiques à chacun en matière de développement durable et des sujets connexes. Le CERDD s'appuie sur ces compétences multiples pour co-construire le « kit » d'intervention au second semestre 2010. La co-production constitue le fondement du dispositif. Elle permet de capitaliser sur la diversité des expertises réunies au sein du réseau. De nombreuses rencontres ont permis de débattre du contenu des interventions à venir mais aussi de travailler sur la définition d'un langage et de repères communs en développement durable.
Le kit pédagogique symbolise parfaitement le réseau des Ambassadeurs du développement durable en raison de :
- sa dimension régionale : son contenu présente les enjeux spécifiques du développement durable dans le Nord Pas-de-Calais ainsi que des expériences innovantes menées sur les différents territoires de la région. Il sera ainsi en lien direct avec les interrogations des structures demandeuses.
- son accessibilité : ce support est libre de droit et disponible gratuitement pour les structures qui en font la demande.
- son évolutivité : co-produit par le Cerdd et les ambassadeurs, il se développe au fur et à mesure du retour d'expériences des ambassadeurs suite aux interventions de terrain.
Fin 2011, la qualification de chaque ambassadeur se poursuit avec l'organisation de sessions d'approfondissement : projets territoriaux de développement durable et Agendas 21, DD et entreprises, changement climatique et dispositifs d'action publique énergie-climat, ainsi qu'une séance sur l'animation inter-active des sessions de sensibilisation.

«Les centres sociaux sont selon moi, les outils les mieux positionnés pour faire le lien entre les habitants et les élus qui veulent mettre en place des politiques volontaristes .
Nous avons mis en place un groupe de travail afin que les centres sociaux s'approprient les valeurs du développement durable. Notre rêve serait que l'on puisse revisiter l'agrément Caisse d'Allocations Familiales (qui valide le projet partagé du centre) sous l'angle du développement durable. Et ce sur deux points : en interne mais aussi vis-à-vis de nos publics ...Nous n'y arriverons pas si nous ne nous y mettons pas tous ensemble. Et les personnes les plus en difficulté ne doivent pas faire exception. ».
***Jean-Luc Deleforge**, ambassadeur,délégué au Développement durable à la Fédération des Centres sociaux du Nord*

Des résultats prometteurs à conforter

Dispositif original et unique en France, la première année effective de fonctionnement a permis de déployer le réseau, d'assurer une forte communication auprès des acteurs des territoires, de renforcer les compétences des 23 ambassadeurs sélectionnés à l'été 2010.
Le CERDD s'emploie à assurer la promotion du réseau des ambassadeurs (déjeuner de presse, création et diffusion d'affiches, de flyers, distribués lors de chaque déplacement professionnel et via un publipostage massif vers les communes, les intercommunalités, les offices du tourisme, et les partenaires.).
Chacun des ambassadeurs également fait l'effort d'informer et de diffuser le même matériel de communication dans son territoire et son réseau professionnel. Une rubrique spécifique est créée sur le site internet du CERDD dont les articles informent sur le service, expliquent comment solliciter un ambassadeur, mais également présentent les ambassadeurs eux-mêmes, leur engagement pour le développement durable. Enfin, le réseau des ambassadeurs est présent sous forme de stand lors d'évènements régionaux sur le développement durable : les itinéraires du développement durable et le salon JADDE (Journée Annuelle du Développement Durable dans l'Entreprise), en octobre 2011.
Parmi les structures demandeuses, on compte de nombreuses communes, des intercommunalités, des offices du tourisme, des établissements d'enseignement supérieur et professionnel, des centres sociaux, des centres hospitaliers, des entreprises, de nombreuses associations et un conseil de développement...
En un an, avec plus de 70 sessions de sensibilisation effectuées, près de 1900 personnes ont pu bénéficier des prestations du réseau ambassadeurs.

Contact

Pour le CERDD: Antoine Goxe
Pour le CAUE 59: Laurence Morice-Perlein




3.1.2 - Aux pistes pour l'action...

- Des clés pour renouveler la gouvernance

- Faciliter l'acculturation et l'apprentissage collectif
- Reconnaitre les compétences, les savoirs de chacun,

- Expérimenter avec l'usager, l'habitant, le citoyen ,
- Accompagner les initiatives, créer des compensations

- Favoriser l'accès à tous de l'information et au débat ,
- Oser la radicalité et la mise en débat d'enjeux forts

- Clarifier les règles du jeu, pour « faciliter l'engagement de tous»
- Faire preuve d'exemplarité, pour « jouer gagnant-gagnant »
-
- Stimuler l'imagination créatrice, pour « donner envie »
- Inventer des modes collectifs de production, pour « tricoter du vivre ensemble »

- Des clés pour une approche globale et intégrée des projets

Emboiter les projets aux différentes échelles spatiales ..
- Encourager le processus de diagnostic partagé, fondement premier,
- Privilégier une vision collective avec tous les acteurs du territoire,.
- S'appuyer sur l'animation territoriale (référents, ambassadeurs, médiateurs, ...)
- Conforter la transversalité des équipes et des services.(hybridation des compétences, DD conditionnalité).

Articuler les projets de la maitrise d'ouvrage, d'action et d'usage ...
- Mettre à disposition des plate-formes d'informations pratiques, des « open-data »
- Evaluer en sollicitant l'expertise d'usage,...
- Métisser les savoirs et capitaliser collectivement les retours d'expériences
- Composer avec consensus et dissensus

Composer avec les temps du projet …
- Clarifier les règles du jeu (charte de haute qualité démocratique)
- Favoriser l'organisation apprenante et l'intelligence collective

La mobilisation de tous pour vivre la complexité et viser la transformation

- «Faire avec » au lieu du « faire pour »,
(*capacitation citoyenne, empowerment,diagnostic d'usage, expertise d'usage, conférence citoyenne)*

- Renouveler l'éducation populaire : l'initiative citoyenne et le débat permanent,

- Concilier l'urgence et le temps long,

- Favoriser une hybridation des pratiques professionnelles et des savoirs,

- Renouveler les postures et rapports entre politique et technique,

- Accompagner le changement et assurer des relais
(*ambassadeur, crieur public, médiateur,*...)